

**ANNEXE. Variante à partir du modèle METRIC : effets sur l'année 1983  
des principales mesures décidées en Mars 1983.**

Afin de préciser l'impact du plan d'accompagnement du réajustement monétaire de mars 1983, le modèle METRIC a été utilisé pour simuler l'impact des principales mesures annoncées, notamment celles portant sur les ménages. Pour bien comprendre les résultats obtenus, il faut garder à l'esprit que la répercussion des mesures dépend de la façon dont on les introduit dans le modèle. En particulier, seules les réductions de dépenses publiques dont la nature a été suffisamment précisée ont été introduites dans la simulation.

Trois groupes de mesures ont été retenus :

- l'emprunt obligatoire (10 % de l'impôt sur le revenu pour les ménages versant plus de 5000 F d'impôts seront prélevés à la fin du deuxième trimestre). Le montant estimé de cet emprunt est de 14 milliards, soit environ 0,5 % du revenu disponible annuel des ménages. Le problème est de savoir dans quelle mesure cet emprunt sera directement prélevé par les ménages concernés sur leur épargne. Dans ce cas, la mesure se ramènerait simplement, d'un point de vue macroéconomique, à un transfert d'un type d'épargne vers un autre. On suppose ici que l'emprunt est prélevé pour moitié sur l'épargne. On considère donc les 7 milliards restant comme un prélèvement supplémentaire sur les ménages, pour lequel on fait jouer les mécanismes habituels du modèle : suivant ceux-ci les ménages ajustent progressivement leur consommation à la baisse de leur revenu, et c'est encore l'épargne qui est d'abord principalement affectée. Ceci conduit ex ante à une baisse de la consommation de l'ordre de 1,5 milliards au deuxième trimestre 1983 (soit de 0,3 % en terme de consommation trimestrielle) et de 3,5 milliards au total sur l'année 1983 (soit 0,15 % en terme de consommation annuelle).

- le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable. Son montant estimé est de 11 milliards et on a supposé qu'il serait perçu pour moitié au troisième trimestre et pour moitié au quatrième trimestre. Comme précédemment on laisse jouer les mécanismes du modèle sur l'ajustement de la consommation au revenu. Ex ante cela se traduit par une baisse de la consommation d'environ 2,5 milliards sur le deuxième semestre 1983 (ou, en termes annuels, une baisse de consommation de 0,1 % sur 1983) soit une baisse de la consommation d'environ 0,2 % sur chacun des deux derniers trimestres.

- les réductions des dépenses de fonctionnement et d'investissement des administrations publiques et des Grandes Entreprises Nationales. On a supposé que l'investissement des GEN serait diminué de 3,5 milliards en 1983, diminution qui n'aurait lieu qu'au deuxième semestre du fait des délais et de l'inertie de l'investissement (en termes annuels ceci correspond à une diminution d'environ 3,5% de l'investissement des GEN). On a retenu une diminution de 5 milliards pour l'investissement des collectivités locales et administrations publiques, elle aussi au deuxième semestre 1983. On suppose en outre une réduction des dépenses de fonctionnement des administrations de l'ordre de 2 milliards au deuxième semestre.

- on a ignoré ici les effets du renforcement du contrôle des changes. On peut toutefois penser qu'une réduction des dépenses de consommation des Français à l'étranger devrait être compensée par une augmentation (du même montant) des dépenses de consommation en France.

- on n'a pas non plus repris les modifications du calendrier des hausses de tarifs publics, ni de la fiscalité sur les produits pétroliers, ni les hausses de prix de produits importés consécutives à l'aménagement des taux de change. En fait on peut considérer que toutes ces modifications se répercutent d'abord

sur les prix à la consommation ; elles pourraient se traduire par une hausse supplémentaire inférieure à 0,5 % des prévisions de prix effectuées antérieurement pour l'année 1983. Deux options sont alors possibles : ou bien cette hausse supplémentaire conduit à une hausse équivalente des salaires et des prestations, de sorte que le pouvoir d'achat du revenu des ménages ne soit pas affecté ; ou bien les salaires, dont une bonne partie est fixée par les accords salariaux de début d'année, ne sont pas modifiés, et la perte du pouvoir d'achat du revenu peut atteindre, en glissement sur la fin de l'année, 0,5 %, soit en moyenne annuelle environ 0,3 % ; dans ce dernier cas il y aurait sur les ménages un prélèvement supplémentaire par l'inflation d'environ huit milliards, étalé sur toute la fin de l'année, ce qui se traduirait par une baisse de consommation de 2 milliards (soit de 0,1 % en terme annuel). Dans ce qui suit on a toutefois retenu la première option.

Les résultats détaillés de cet ensemble de mesures peuvent être lus dans le tableau suivant. On voit que la baisse de la consommation s'étale sur toute la fin de l'année 1983. En moyenne annuelle cette baisse est de 0,4 %. La forte baisse de l'investissement provient pour sa plus grande part des réductions des programmes des GEN et des administrations, mais aussi de la répercussion de la baisse de l'activité sur l'investissement des entreprises. Au total la demande hors stock diminue de 0,7 % et le PIB d'autant, et l'amélioration de la balance commerciale est de l'ordre de 9 milliards. L'emprunt et le prélèvement sur les ménages, compte-tenu de leurs effets induits, expliquent un peu plus de la moitié de la réduction de la croissance et de l'amélioration de la balance commerciale.

L'amélioration ex-post du besoin de financement des administrations n'est que légèrement inférieure à son amélioration ex ante (16 au lieu de 18 milliards pour les mesures retenues ici (1)) car les baisses de recettes fiscales dues à la réduction de la croissance interviendront surtout en 1984. Enfin la baisse de l'emploi est de 0,3 % en fin d'année, ce qui conduit à une augmentation du chômage de l'ordre de 30.000 demandeurs d'emploi en fin d'année.

(1) Il est nécessaire de rappeler, pour comprendre ces chiffres, que l'emprunt obligatoire ne diminue pas le besoin de financement des Administrations au sens de la comptabilité nationale, car c'est une opération financière. Il contribue à financer ce besoin.

Effets, en variante, sur l'année 1983.

	83.2	83.3	83.4	moyenne annuelle 1983
Consommation ex-ante	- 0.3	- 0.4	- 0.5	- 0.3
P.I.B. ....	- 0.3	- 1.0	- 1.4	- 0.7
Importations .....	- 0.3	- 1.3	- 2.3	- 1.0
Consommation (ex post)	- 0.4	- 0.6	- 0.7	- 0.4
Investissement ....	- 0.6	- 3.9	- 5.7	- 2.5
Demande hors stock .	- 0.3	- 1.1	- 1.4	- 0.7
Balance commerciale (en milliards) ....	0.9	2.9	5.1	8.9
Prix à la consomma- tion * .....	0	0.1	0.1	0.1
Emploi total (%) ...	0	- 0.1	- 0.3	- 0.1
Chômage (milliers) .	3	14	30	

Hypothèses : - l'emprunt obligatoire est prélevé pour moitié sur l'épargne.  
 - les réductions de dépenses dans les Administrations et les Grandes Entreprises Nationales représentent 11 milliards de francs (seules les réductions dont la nature a été suffisamment précisée ont été introduites dans ce chiffre).  
 \* Ne comprend que l'impact des mesures introduites, et donc pas la répercussion des aménagements des hausses des tarifs publics, celle de la dévaluation du franc sur les prix des produits importés....

Du fait des délais habituels dans la transmission des mécanismes économiques (et notamment dans l'ajustement de la consommation des ménages à leur revenu) l'impact de ces mesures est maximum en 1984. Elles impliqueraient alors une diminution de la croissance d'un peu plus de 1 %, qui conduirait au total à un accroissement du chômage de 50.000 personnes, mais permettrait en contrepartie une amélioration de la balance commerciale d'une vingtaine de milliards.

# RECENSEMENT DE LA POPULATION

# 1982

## population légale



évolution de la population  
aux niveaux régional,  
départemental et urbain

Ce fascicule présente :

- le texte du décret authentifiant les résultats du Recensement de 1982 et ses annexes (population des départements et des régions).
- la liste des communes de plus de 10 000 habitants avec leur population légale (par ordre décroissant).
- un article « renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » qui analyse les premiers résultats du Recensement de la Population.
- **un ensemble de cartes** illustrant la répartition de la population sur le territoire et ses variations entre 1975 et 1982 au niveau de l'arrondissement ou de la commune (ex. : variations relatives de la population entre 1975 et 1982 au niveau communal). Ces cartes viennent compléter la série déjà parue dans le fascicule « premières estimations » et qui donnait des indications sur la variation de population aux niveaux régional ou départemental.

Le fascicule « **population légale - évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain** » sous jaquette, format 21 x 29,7. 35 F.

Les cartes peuvent être vendues séparément : 2 cartes, format 21 x 29,7. 4 F l'une.

3 cartes, grand format, 10 F l'une.

Autres publications du Recensement disponibles : les **fascicules bleus** départementaux, 7 F l'unité. Ces fascicules donnent la population légale par arrondissement, canton et commune. Le fascicule « **premières estimations** » sous jaquette, format 21 x 29,7. 30 F.

CONSULTATION-VENTE

P 477

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

**INSEE**

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

# DÉFI

## Modélisation macro-économique des structures financières

Dans la plupart des modèles macro-économiques, le bloc financier repose sur la courbe LM et dicte une certaine façon d'aborder les problèmes de politique économique.

Le modèle **DÉFI** prend un point de vue très différent. En détaillant le système financier, en privilégiant le rôle des banques, en introduisant la notion de risque de faillite, il montre que les entreprises peuvent subir des contraintes financières quantitatives de la part des prêteurs : limitation des fonds ou du terme de la dette. La description du comportement des agents s'en trouve modifiée. Du coup les angles d'attaque des politiques monétaires et budgétaires se trouvent considérablement multipliés en regard de l'approche traditionnelle.

**DÉFI**, un ouvrage de modélisation macro-économique, publié par l'INSEE, dépasse la simple description du modèle.

Il traite de plusieurs grands thèmes de la macro-économie, dans des chapitres séparés :

- Contraintes financières et comportement des entreprises
- Inflation et patrimoine
- Boucle Prix-Salaire
- Secteur financier et taux d'intérêt
- Régime de change et politique économique
- Politique économique à moyen terme et contrainte extérieure.

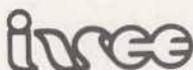
La présentation de ces thèmes est adaptée à un public de professeurs et d'étudiants avancés s'intéressant à la modélisation macro-économique et à l'analyse de la politique économique.

*Archives et Documents n° 53.*

*Volume broché, format 21 x 29,7, 342 pages, 56 F.*

**CONSULTATION, VENTE :**

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.



Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

# RECENSEMENT DE LA POPULATION

## DÉFI

## 1982



### Modélisation macro-économique

### et structures financières

Dans le quart des années macro-économiques, le rôle financier est sur la courbe L.M. et certains aspects de la politique de stabilisation économique.

Le modèle DÉFI prend un rôle de plus en plus important. En détail le système financier est en train de jouer un rôle des banques en introduisant la notion de risque de crédit. Les opérations financières sont en train de jouer un rôle des opérations financières quantitatives. La notion de fonds ou de fonds de réserve s'en trouve modifiée. Du coup les angles d'attaque des politiques monétaires et budgétaires se trouvent considérablement multipliés en regard de l'approche traditionnelle.

DÉFI, un ouvrage de modélisation macro-économique publié par l'INSEE, dépasse la simple description.

Il traite de plusieurs grands thèmes de la macro-économie, dans des chapitres séparés :

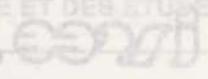
- Comportements financiers et comportement des états
- Régime de change et politique économique
- Secteur financier et défi
- Boucle Prix-Défi

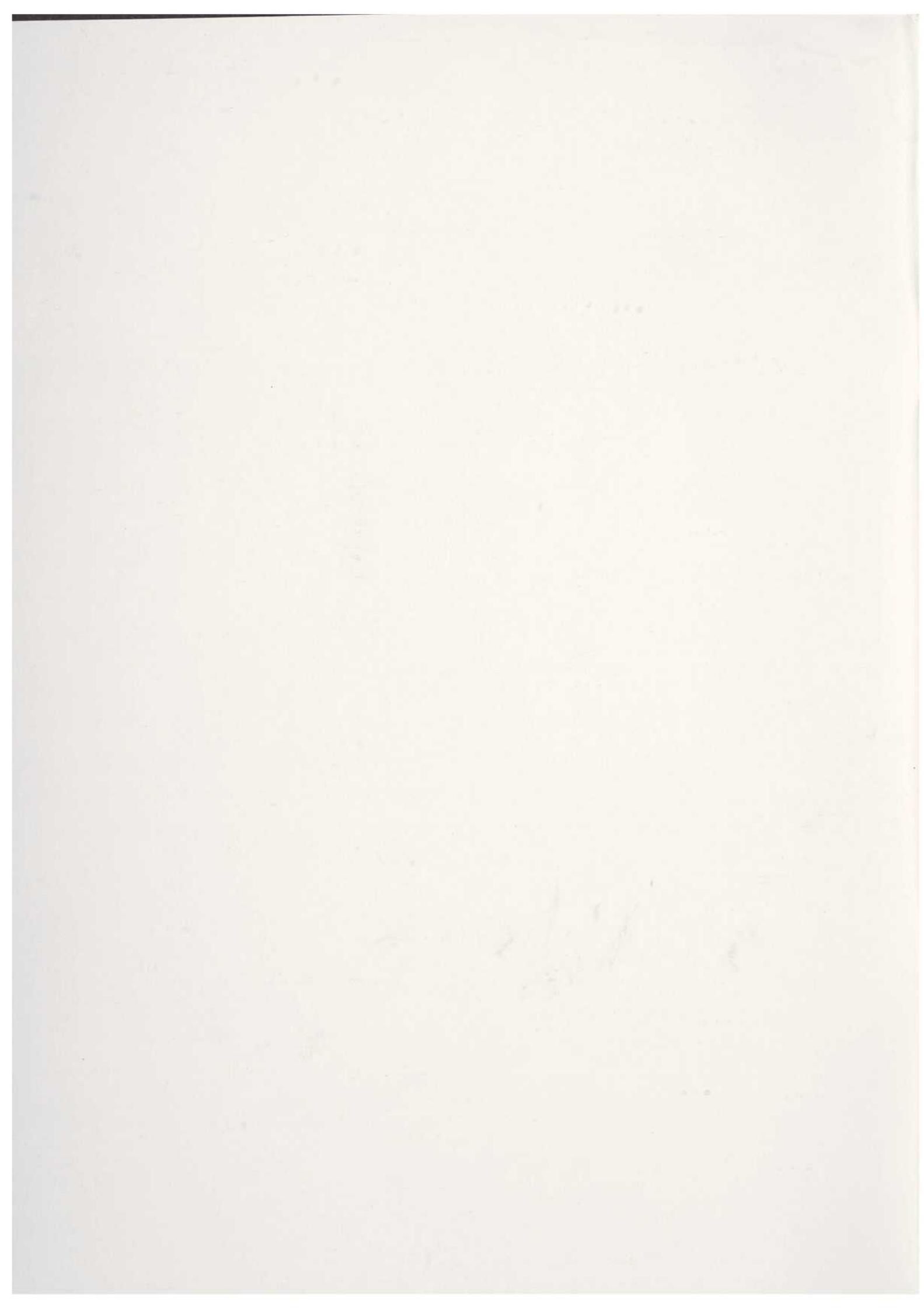
Impression d'après documents fournis  
IN 3 677 292 P

La modélisation macro-économique et à l'analyse de la politique économique. 7 F  
L'ouvrage est divisé en deux parties : la première est consacrée à la modélisation macro-économique et à l'analyse de la politique économique. La seconde est consacrée à la modélisation des structures financières et à l'analyse de la politique financière.

Archives et Documents n° 53  
Volume broché, format 21 x 29,7, 342 pages, 56 F.

CONSULTATION, VENTE :  
Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresse en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.  
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES





# LE DISPOSITIF I.N.S.E.E. D'INFORMATION CONJONCTURELLE

## UN BULLETIN

### INFORMATIONS RAPIDES

Ce bulletin vise à diffuser au plus vite le plus grand nombre possible de chiffres établis par l'INSEE. Il est destiné notamment à celui qui utilise quotidiennement les informations nouvelles sur la conjoncture.

250 numéros par an environ : derniers indices et statistiques, premiers résultats d'enquêtes puis résultats détaillés, comptes trimestriels, etc. Les données sont accompagnées d'un commentaire rapide ou d'une analyse développée.

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 900 F ; étranger, 1 100 F.

EXPEDITION au tarif postal **LETTRE**; elle suit de six à quarante-huit heures au plus, selon le volume, l'achèvement statistique et rédactionnel de chaque numéro.

## UN OUTIL

### TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue forme, principalement, un outil d'aide à la réflexion destiné à l'économiste, au conseiller du décideur et à l'ensemble des observateurs professionnels. Le stock de graphiques et de notes de présentation forme du même coup un outil pédagogique pour les étudiants en économie et leurs professeurs.

Deux cahiers trimestriels de graphiques. **CAHIER 1** : un tableau de bord très complet pour le conjoncturiste, avec 600 séries sur dix ans. **CAHIER 2** : avec 600 autres séries sur vingt ans, les moyens d'une synthèse construite du mouvement économique français situé dans l'environnement international.

Les suppléments de **TENDANCES** apportent aux abonnés la possibilité d'avoir sous la main, en permanence, leur outil totalement à jour.

**CHAQUE QUINZAINE** : les nouveaux chiffres parus, de source INSEE ou extérieure à l'Institut, pour les 1 200 séries des cahiers.

**CHAQUE MOIS** : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.

**CHAQUE TRIMESTRE** : l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (note de synthèse conjoncturelle).

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 400 F ; étranger, 480 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides pour les suppléments (**LETTRE**); les cahiers trimestriels 1 et 2 sont routés dix ou onze jours ouvrables après l'achèvement à l'INSEE de la remise à neuf des 1200 courbes.

## UNE SELECTION

### ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES DE L'I.N.S.E.E.

Ce service est constitué d'extraits des **INFORMATIONS RAPIDES** et de **TENDANCES DE LA CONJONCTURE**. La sélection vise à informer ceux qui ont peu de temps à consacrer aux chiffres mais souhaitent disposer d'analyses de première main. Elle réunit les documents commentés les plus synthétiques : note de conjoncture trimestrielle, conclusions des grandes enquêtes, notes sur les comptes trimestriels.

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 300 F ; étranger, 400 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides (**LETTRE**).



ISSN 0150 - 8849

**BULLETIN D'ABONNEMENT**. Veuillez noter mon abonnement à la publication suivante :

ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES (rayer les mentions inutiles).

• **Montant total à régler** (tarifs ci-contre) : F

• **Ci-joint, en règlement** : mandat, chèque postal ou bancaire (rayer les mentions inutiles) au nom de M. le sous-régisseur des recettes de l'INSEE.

NOM ou raison sociale : .....

PROFESSION ou activité : .....

ADRESSE : .....

A ..... le .....

Signature : .....